L'ABEILLE.

Journal officiel de Police et de la Ville.

IMPRIMÉ PAR JÉROME BAYON.

NOUVELLE-ORLÉANS :

SAMEDI MATIN, 19 DECEMBRE 1835.

Nouvelles d'Angleterre du six Juin plus récentes.

Une lettre reçue par la voie de la Mobile, annonce que des nouvelles de Liverpool du 31 octobre avaient été reçues à Charleston, annonçant une baisse dans les cotons d'un demi à trois quarts pour cent. Le malle d'aujourd'hui nous fournira nécessairement des nouvelles récentes d'Europe.

Il y a temps pour tout : la mairie a commencé à suivre les ordonnances du Conseil de Ville, et il a été réveiller de cette longue léthargie dans laquelle il paraissait endormi, depuis qu'il remplit les fonctions de première autorité de la ville. On a bien fait connaître, par la grâce de la sabale et des intrigues, nous a requis de publier quelques documents, ainsi que l'avait ordonné le Conseil de Ville, l'ordonnance concernant des propositions pour la fourniture des pierres à paver. Comme nous n'avons pas regardé le pouvoir de ce fonctionnaire, nous n'avons pas jugé convenable de faire droit à la lettre qu'il nous avait adressé de manque nous avons été nommés par le Congrès, et non par lui. Cependant, désirant quelques éclaircissements sur l'interprétation de notre contrat avec la Corporation, nous avons cru nécessaire de lui demander par une lettre (et non pas comme l'a dit M. Thomas sans prétention) quels étaient les devoirs qui nous étaient imposés d'après les termes de nos commissions.

Après avoir pris connaissance de notre lettre, le Conseil de Ville la renvoya au comité judiciaire, avec l'invitation de la part du Recorder, de faire un rapport à la prochaine séance sur cette affaire. Deux semaines se passèrent sans qu'il y eut de rapport ; nous adressâmes de nouveau une seconde lettre, qui fut lue, et subit le même sort que la première. Alors nous prîmes la résolution de publier cette ordonnance, mais moins souvent qu'on ne l'avait ordonné, espérant toujours le rapport du comité judiciaire, qui, au train dont vont les choses, arrivera probablement à la Pâque ou à la Trinité.

Ajoutons maintenant les arguments nouveaux avancés par MM. Schmidt et Thomas, pour appuyer une résolution émise par le premier et adoptée ensuite par le Conseil, qui autorise le Maire à faire publier à nos frais, dans la feuille qu'il jugera convenable, tout ce que nous refuserons d'imprimer ; ici nous ferons observer que jamais nous n'avons été soupçonné de négligence au sujet des insertions que nous n'avons refusé d'obliger de faire, et ce que nous trouvons satisfaisant aujourd'hui, la Lune en est un preuve qu'il n'a pas encore daigné répondre aux informations que nous avions demandées, et nous sommes plus que jamais décidé, avant de faire droit à la requête du maire, d'apprendre que le Conseil ait positivement statué sur cette affaire.

Nous avons trop promptement dit que nous allions reproduire les arguments employés par MM. Schmidt et Thomas, car, après avoir écouté avec la plus scrupuleuse attention les raisons articulées par M. Schmidt, nous nous sommes demandé à l'auditoire qui écoutait comme nous, si cet honorable adressait parlait allemand, chinois, ou arabe. N'ayant personne entendu qu'un cachetonnement de mots qui n'exprimait aucune idée, et nous n'avons pu conséquemment rien emprunter de ses ingénieux raisonnements.

Quant à l'honorable Mr. Thomas, c'est bien autre chose, il s'est montré un éloquent orateur, qu'excellent logicien, et quoique nous ayons le respect que nous portons à ses hautes qualités, nous ne pouvons pas nous empêcher de dire, qu'il a prouvé comme 2 et 2 font 5, que notre sténographe lui avait fait dire dans le rapport que nous avons publié de la dernière séance, ce qu'il n'avait jamais pensé, et qu'il croyait de son devoir d'introduire comme amendement, dans la résolution de son illustre collègue, afin la mairie serait aussi tenu de faire imprimer dans ce sister journal et toujours à nos frais, les stances les débats que nous rapporterions d'une manière qui pourrait, les rendre ridicules," M. Allard qui raisonne rarement, demanda à son honorable collègue, comment il s'y prendrait pour faire parvenir à un autre journal, les débats du Conseil, puisque le sténographe de la feuille officielle est chargé de les prendre selon l'ordonnance. Cette observation pouvait être saisie par la simple gros bon sens ; mais le simple bon sens est encore bien rare, même chez les *majestés*. Echairé par ce trait de lumière, l'honorable membre retira avec douleur son amendement, laissant entrevoir qu'il avait consulté une *boulette*.

Néanmoins, il est temps, ajouta l'orateur, "que les séances du conseil soient mieux rendues qu'elles ne le sont, et que l'on ne fasse pas dire aux membres ce qu'ils n'ont jamais pensé." Il est vrai, ajouta-t-il d'un ton *plus modeste*, que le conseil dit souvent des choses rares, mais il est inconvenant de la part de l'imprimeur de les publier. Ceci est ce qui a été dit de plus *juste* par Mr. Thomas, et nous nous faisons un véritable devoir d'applaudir aux compliments qu'il a adressés à ses honorables collègues. Maintenant, nous dirons à Mr. Thomas qu'il est bien peu reconnaissant des égards et même des services que nous lui avons plusieurs fois rendu dans notre feuille, car si nous avions rapporté *textuellement* les *niaiseries* qui lui échappent souvent dans le conseil, sa réputation littéraire y eût beaucoup perdu, et si quelquefois, nous nous sommes permis d'employer, pour rendre ses idées, des termes qu'il n'avait pas employés, ce n'était pas dans le but de lui nuire, mais dans le dessein de lui être agréable. En quoiqu'en dise Mr. Thomas, notre intention est de publier textuellement les pièces du conseil, et d'attendre le rapport du comité avant de nous soumettre à la requête du maire.

Parmi les tableaux qui se trouvent exposés à la salle de bal américain, nous recommandons à la curiosité publique la Vierge de Saint Sixt, par Muller, le triomphe du Nouveau Testament, par Correggio, et gravé par Lutz, et la nuit du Correggio, gravé par Rahl.

Le bateau à vapeur *Louisville*, arrivé hier de Louisville, annonce que la navigation de l'Ohio est presque interceptée par les glaces.

Le directeur du Théâtre de Natchez a annoncé que toute la recette du 16 de ce mois serait consacrée aux *Patriotes du Texas*.

Il n'y a pas long-temps, nous avons suggéré l'idée que nos banques locales devraient demander l'autorisation d'accroître leurs capitaux, si la position de la place et la situation de cet Etat paraissait réclamer une extension des facilités que les banques offrent au commerce. La nécessité de cette augmentation de capitaux n'est pas admise à l'unanimité, quoqu'un grand nombre de nos gens d'affaires conviennent des bons résultats que cela pourrait produire ; surtout ceux qui croyent que le commerce en général en retirerait de grands avantages, ceux qui pensent qu'il est indispensable de suppléer à la Banque des États-Unis, et ceux qui croyent qu'en augmentant les moyens de travailler aux banques, on diminuerait le taux de l'intérêt, et on remédierait, jusqu'à un certain point, au fléau de l'usure.

Nous admettrons volontiers que les besoins de notre commerce et de notre agriculture exigent l'emploi de capitaux plus forts que ceux employés l'année dernière dans les opérations de banque. Mais nous hésitons à croire qu'il soit nécessaire d'en accroître le chiffre au delà de celui que fournit l'incorporation des nouvelles Banques de Gaz, de Carrollton, des Citoyens et de l'Atchafalaya, dont les capitaux se montent à 31 millions 500 mille piastres, qui ne sont pas encore réalisé est vrai en circulation, mais qui élèvent le total des capitaux de banque de cet Etat à 60 millions. Cette somme suffirait probablement pendant quelque temps à toutes les exigences du commerce, et empêcherait de ressentir l'extinction de la succursale de la Branche Banque des États-Unis en cette ville.

Mais douter si l'accroissement des capitaux et des opérations de banque d'un Etat ou d'une nation quelconque produit des avantages permanens au commerce, et augmente son crédit commercial, est une autre question qu'il est bien difficile de résoudre si ce n'est avec le temps et par l'expérience. Mais il est probable qu'un pareil accroissement diminuerait non seulement le taux de l'intérêt, mais encore empêcherait l'usure.

La Louisiane est le seul état de l'union où l'intérêt de l'argent ne soit pas fixé par la loi—L'intérêt semble être d'un commun accord établi à 10 pour cent, et les banques, suivant le temps où elles ont reçu leurs chartes dont autorisées à prélever un intérêt depuis 6 jusqu'à 9 pour cent sur les prêts ou les escomptes. Mais ce taux a graduellement diminué à diverses périodes, et nous pouvons raisonnablement attribuer cette diminution à l'accroissement des capitaux de Banque, et aux plus grandes facilités qui en résultent dans les transactions monétaires ; cependant donc que les mêmes causes produiront les mêmes effets, nous en viendrons à cette conclusion qu'un accroissement de capitaux produirait une nouvelle diminution dans le taux de l'intérêt et de l'escompte, mais peut être aussi produirait le même effet sur l'escompte des obligations de l'Etat et des banques déjà incorporées. Mais cet inconvénient partiel ne devrait balancer les avantages prévus, en certains que le public en général doit secueillir de ces mesures ; l'importance de cette considération n'est donc pas d'une grande importance.

Nous n'ignorons pas que le crédit extérieur et intérieur d'une communauté ne peut s'accroître que par l'augmentation de son capital effectif, cependant, comme l'argent est le signe représentatif de la fortune, et que des propriétés foncières et immobilières peuvent être converties en sommes d'argent, et par d'autres méthodes en espèces sonnantes, nous croyons donc que les propriétaires représentant un grand n'auraient pas de difficultés à emprunter, et que la valeur [illegible]

[illegible] Nous pensons donc que l'établissement [illegible] les banques d'un capital donné augmenterait [illegible] de la fortune, et [illegible] [illegible] [illegible]